

Bruxelles «déploire» le refus de Londres de changer le traité de l'UE

La Commission européenne a déploré hier le fait que la Grande-Bretagne n'ait pas accepté une révision du traité de l'Union européenne lors du sommet des 8 et 9 décembre, laissant entendre que cette décision pourrait à terme marginaliser le pays ainsi que ses citoyens.

«Je déplore vivement que la Grande-Bretagne n'ait pas voulu rejoindre le nouveau pacte budgétaire» de la zone euro. «Je le regrette non seulement pour le bien de l'Europe et de sa réponse à la crise mais également pour le bien des citoyens britanniques et de leur perspective» d'avenir, a lancé le commissaire aux Affaires économiques Olli Rehn lors d'une conférence de presse.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les dirigeants de l'UE, à l'exception de la Grande-Bretagne, se sont mis d'accord pour mettre en place un nouveau pacte d'union de stabilité budgétaire renforçant la discipline budgétaire qui pourrait être signé en mars et prendra la forme d'un accord gouvernemental. Ce nouveau plan

visé à renforcer le Pacte de stabilité en rendant les sanctions plus automatiques contre les Etats laxistes et en imposant partout des «règles d'or» constitutionnelles sur le retour à terme à l'équilibre budgétaire, conformément au souhait du couple franco-allemand.

«Nous voulons une Grande-Bretagne solide et constructive en Europe et nous voulons que le pays soit au centre de l'Europe, pas à la marge», a insisté M. Rehn, alors que le veto britannique va isoler de facto Londres et ancre l'«Europe à deux vitesses». Sur 27 pays dans l'UE, 26 ont apporté leur soutien au pacte budgétaire. «Si cette décision avait pour ambition d'empêcher les banquiers et le secteur financier de la City d'être régulés, cela ne sera pas



Olli Rehn, commissaire aux Affaires économiques.

le cas», a prévenu le commissaire européen, en présentant les grandes lignes du Pacte de stabilité renforcé,

dit «6 pack», qui doit entrer en vigueur dès aujourd'hui. La Grande-Bretagne a justifié son veto en expli-

quant ne pas avoir obtenu de ses partenaires l'assurance, en échange de son feu vert, qu'elle pourrait être exemptée de législations européennes sur la surveillance du secteur financier.

«L'Union européenne doit jouer son rôle en matière de surveillance économique et budgétaire», a rappelé M. Rehn, jugeant nécessaire à l'adresse de Londres de «tirer les leçons de la crise, y compris pour le secteur financier». Présenté par la Commission européenne en septembre 2010, le «6 Pack» a finalement été approuvé cet automne par les Etats et le Parlement européens.

Ce dispositif prévoit un volet «correctif», lorsque les pays affichent un déficit public supérieur à 3% de leur PIB (produit intérieur brut), et un volet dit «préventif» avec des sanctions possibles pour les Etats qui se dirigeraient dangereusement vers ce plafond. «Londres avait soutenu et approuvé le 6 pack et ces nouvelles règles», a d'ailleurs rappelé M. Rehn.

Photo : D.F.

GRANDE-BRETAGNE

Les milieux financiers s'interrogent sur les retombées du veto

Le coup d'éclat de Bruxelles passé, les milieux économiques et financiers britanniques se demandent si le veto du Premier ministre David Cameron va réellement servir leurs intérêts à long terme comme il l'a proclamé.

La mise en œuvre de ce veto avait été réclamée par le lobby financier — lui-même proche du parti conservateur de M. Cameron — persuadé depuis plusieurs mois que Berlin et Paris cherchent par tous les moyens à saper la puissance de la City de Londres.

«C'était une décision difficile, mais elle a aidé à protéger les intérêts économiques de la Grande-Bretagne», dont plus de 10% de la richesse nationale provient du secteur financier, a réaffirmé ce week-end à la BBC le ministre des Finances George Osborne.

Le Premier ministre a de fait reçu le soutien de certains grands noms de la City. Balayant les doutes sur les conséquences d'un isolement du Royaume-Uni en Europe, le directeur général de la maison de courtage Tullet Prebon, Terry Smith, a estimé que son pays «est aussi isolé qu'un homme ayant manqué l'embarquement à bord du *Titanic*».

Mais nombre d'analystes sont pour le moins sceptiques sur l'efficacité du veto de la Grande-Bretagne pour amender les projets européens de régulation financière qu'elle combat, et dont la plupart sont d'ailleurs déjà bien avancés.

«Le Royaume-Uni ne faisant plus partie du premier cercle, les intérêts qu'elle tentait de préserver pourraient être mis à mal», a résumé le *Financial Times*, en évoquant un «stratagème qui risque de se retourner» contre ses auteurs.

L'auto-exclusion des Britanniques ne devrait évidemment pas les aider à trouver les alliés nécessaires pour bloquer des décisions se décidant entre Européens à la majorité qualifiée. En octobre, par exemple, Londres avait réussi à convaincre ses partenaires de reprendre les discussions sur l'encadrement de certains produits financiers dans l'espoir de trouver un compromis qui lui serait plus favorable. Il est peu vraisem-

blable qu'un tel résultat soit possible aujourd'hui, d'autant que la presse spéculait déjà sur la «vengeance» à venir des Européens.

La très influente Association des banquiers britanniques (BBA) a laissé poindre ses doutes alors qu'elle est la première à réclamer au gouver-

nement de faire preuve de fermeté vis-à-vis de Bruxelles. «Nous devons évaluer l'impact que la nouvelle situation aura sur la capacité du Royaume-Uni à faire adopter des réglementations sensées ; c'est un point crucial», a expliqué la directrice générale de la BBA, Angela Knight.

Les avis sont également partagés en ce qui concerne le projet de taxe sur les transactions financières, comparé par George Osborne à «une balle destinée à atteindre le cœur de

la City». Londres disposait déjà d'un droit de veto sur ce sujet, puisqu'il a trait à la fiscalité.

Mais la nouvelle donne en Europe pourrait faciliter la tâche de ceux, comme la France et l'Allemagne, qui envisageaient déjà de la mettre en place au niveau des seuls pays de l'eurozone.

Certains pensent que de nouveaux capitaux pourraient affluer à Londres pour échapper à cette taxe, tandis que d'autres estiment au

contraire que la City en subirait forcément les effets par ricochet, sans même avoir eu son mot à dire.

Tétanisés à l'idée d'un effondrement de la zone euro qui toucherait de plein fouet le commerce britannique, les milieux économiques sont eux franchement inquiets : déjà menacée par la crise de la dette chez ses voisins, la Grande-Bretagne s'avance désormais «en terre inconnue», s'est alarmé le numéro un du patronat, John Cridland.

Les agences de notation maintiennent la zone euro sous haute tension

La zone euro restait hier sous haute tension, suspendue au verdict de Standard & Poors sur le triple A de ses meilleurs élèves et secouée par un nouvel avertissement de sa concurrente Moody's qui a entamé l'optimisme des Bourses européennes.

Le répit généré par l'engagement des responsables européens, à l'exception du Royaume-Uni, à renforcer la discipline budgétaire en zone euro aura donc été de courte durée.

Son effet avait déjà commencé à s'éroder durant le week-end, des voix critiquant un accord qui manquait «de la puissance nécessaire pour avoir un effet durable», selon les mots du chancelier autrichien Werner Faymann.

Mais le communiqué de l'agence de notation financière Moody's, tombé tôt hier matin, a définitivement effacé l'enthousiasme.

«L'absence de mesures pour stabiliser les marchés sur le court terme signifie que la zone euro et l'Union européenne plus largement restent sujettes à de nouveaux chocs et que la cohésion de la zone euro demeure sous une menace persistante», a-t-elle prévenu.

Moody's envisage toujours d'abaisser les notes souveraines des pays de l'Union européenne, une dégradation qui pourrait intervenir durant le premier trimestre 2012. La réaction des Bourses européennes a été immédiate et sans appel : elles ont ouvert en recul, et au cours de la matinée, la baisse s'est accentuée.

Vers 10h45 GMT, Paris perdait ainsi 0,95%, Francfort 1,98%, Londres 0,77%, Madrid 1,51% et Milan 2,03 %. Les nuages noirs s'accumulent au-dessus de la zone euro, qui attend fébrilement la décision de Standard & Poor's, l'agence ayant

annoncé son intention de se prononcer «aussitôt que possible» — au vu des résultats du sommet européen — sur les notes de quinze pays de l'Union monétaire.

Aucun pays ne semble désormais à l'abri, même les mieux notés, comme l'Allemagne ou la France. Le dernier grand pays à avoir perdu son précieux triple A n'était autre que les Etats-Unis, cet été. Annoncé comme un cataclysme, l'abaissement de sa note ne s'est finalement pas traduit par une augmentation du coût du financement de la dette pour la première économie mondiale. Mais la situation semble plus délicate pour les pays de la zone euro, qui ne bénéficient pas d'une monnaie de réserve comme le dollar et ne peuvent pas autant compter sur leur marché intérieur. Seul pays à risquer de descendre de deux crans d'un coup, la France a tenté de déminer le terrain pendant tout le week-end, à coup de déclarations rassurantes.

«Les messages des agences sont des messages parmi d'autres. (...) Ce n'est pas la grenouille du matin qui donne la météo», a ainsi minimisé le ministre français de l'Economie, François Baroin. L'accord de Bruxelles crée les conditions d'une «sortie de crise», a encore martelé hier dans un entretien au *Monde* le président français, Nicolas Sarkozy, pour qui perdre le triple A serait «une difficulté de plus, mais pas insurmontable».

L'intervention de Moody's «a réactivé l'aversion au risque des investisseurs en pointant l'absence de solution nouvelle» à l'issue du sommet de Bruxelles, a commenté l'analyste David White de Spreadex. «Les marchés se montrent pessimistes après l'annonce de Moody's», ont également noté les analystes de Saxo Banque, car «si (lors du sommet, ndlr) tout a été entrepris afin de stabiliser

les marchés sur le long terme avec la mise en place des fonds de sauvetage, presque rien n'a été fait pour le court terme».

A l'inverse, une émission obligataire en Italie — premier test sur les marchés depuis l'adoption d'une nouvelle cure d'austérité par le gouvernement de Mario Monti — s'est plutôt bien déroulée, alors même que les principaux syndicats italiens ont appelé hier à une grève unitaire de trois heures contre les mesures de rigueur. Le Trésor italien a en effet réussi à lever comme prévu 7 milliards d'euros d'obligations à un an avec des taux en légère baisse, signe d'une atténuation de la pression.

Sur le front grec, premier domino de la crise de la dette, la semaine s'annonce encore cruciale, avec de nouvelles rencontres hier du ministre des Finances Evángelos Vénizélos avec les inspecteurs de la *troika* des créanciers du pays ainsi qu'avec le représentant des banques chargé de négocier l'effacement d'une partie de la dette du pays. Au Royaume-Uni, la journée risque également d'être difficile pour le Premier Ministre David Cameron qui doit s'exprimer devant le Parlement, alors que sa décision de s'opposer à un changement de traité à Bruxelles trouve un large écho populaire mais ravive les divisions dans le gouvernement de coalition, où les libéraux-démocrates expriment ouvertement leur désaccord.

Dans ce contexte délicat, et alors même que l'OCDE vient de signaler un «ralentissement de l'activité» des grandes économies en octobre, la bouffée d'air frais pourrait venir d'outre-Atlantique, avec une réunion aujourd'hui de la Réserve fédérale américaine qui devrait préparer les esprits à un nouvel assouplissement de sa politique monétaire.